PRESS RELEASE



COMMUNIQUÉ

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

NO 54

POUR DIFFUSION IMMEDIATE LE 7 OCTOBRE, 1969

LA VISITE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DU GABON

A l'invitation du Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, le ministre des Affaires étrangères de la République gabonaise, M. Jean Rémy Ayouné est arrivé à Ottawa le 6 octobre pour effectuer une courte visite au Canada.

M. Ayouné, qui était accompagné de M. Léonard Antoine Badinga, ambassadeur agréé du Gabon au Canada et de M. Paul Moukambi, Secrétaire général adjoint de la Présidence de la République a eu un entretien avec le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures dans l'après-midi du 7 octobre. Au cours de la journée le ministre gabonais et sa suite ont rencontré des fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures et ont été reçus à l'Agence canadienne de Développement international.

Les discussions se sont déroulées dans une atmosphère très cordiale; elles ont porté notamment sur des sujets d'intérêt international et sur les affaires africaines, en particulier sur la situation au Nigéria. De plus, les ministres gabonais et canadiens ont discuté du développement futur des relations entre les deux pays et des problèmes d'aide et de coopération; ils ont eu aussi des échanges de vue fructueux sur la francophonie. A ce sujet, ils ont souligné l'importance d'une intensification rapide des rapports entre les pays francophones.

Sur la question des relations bilatérales, les deux ministres ont convenu de recommander à leur gouvernement de prendre des mesures permettant l'accréditation prochaine d'ambassadeurs à Ottawa et à Libreville.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures et le ministre gabonais des Affaires étrangères ont aussi convenu que

l'ensemble de la coopération canadienne avec le Gabon, quelle soit entreprise principalement sous l'égide du gouvernement fédéral ou du gouvernement d'une des provinces canadiennes, fera toujours l'objet d'une coordination suivie au niveau des gouvernements canadiens et gabonais.